

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 355

22 février 2011

SOMMAIRE

Brasserie L'Empire S. à r.l.	17035	Parc Belair Management	17023
Burinvest Immo A.G.	17035	Parc Plaza	16996
Codinter Holding	17036	Paternoster S.à r.l.	17019
ComStage ETF	17035	Patron Marina Velca Properties S.à r.l. ...	17023
Coopération Luxembourg - Monténégro	17024	Patron Sports Holding S.à r.l.	17023
Dai Nippon International S.A.	16994	PCV Lux GP S.à r.l.	17039
Duval Investments S.A.	16994	Pfizer Holdings International Luxembourg (PHIL) Sàrl	17020
ETI Electronique Tôlerie Intégration S.à r.l.	17038	Pfizer Luxco Holdings Sàrl	17021
Etoile QIB S.à r.l.	17036	Preston Luxembourg 1 S.à r.l.	17026
Eurofins Genomics LUX	16997	Preston Luxembourg 2 S.à r.l.	17026
Europtic Invest S.A.	17017	Property Development Corporation	17026
FBK Audit S.à r.l.	17035	Quartz No. 1 S.A.	17023
Il Siciliano S.à r.l.	17021	Randstad Group Luxembourg S.à r.l.	17019
Italy1 Investment S.A.	16999	Raths & Fischer, S.e.c.	17039
Kona Holding S.A.	17039	REF IV Luxembourg S.à r.l.	17019
LCE Lux Holdco S.à r.l.	17036	Regi Participations S.A.	17020
Luxury Investments S.A.	16995	Renaissance Acquisitions S.à r.l.	17027
Mascagna S.A.	16996	Renders S.A.	17021
Matterhorn Brig S.à r.l.	16996	Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA	16995
Matterhorn Properties S.à r.l.	16996	Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA	16995
Matterhorn Vich S.à r.l.	16997	Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA	16995
Mayenne Investments S.à r.l.	16998	Sedan S.A.	16994
MCD S.à r.l.	16997	SOF-VII European Hotel Holdings, S.à r.l.	17021
Meck Lock System S.A.	16997	Tanith Gestion SA	17019
Medina Investments S.A.	16997	TGC Luxembourg GMBH	17027
Medina Investments S.A. - SPF	16997	Varano Holding S.A. SPF	17026
Mila Vlady S.à r.l.	16996	Versale Investments S.A.	17027
Mitezza S.A. SPF	16998	Vitol Holding II S.A.	17034
NeWeb Holding S.A.	16995	WZG International S.à r.l.	17027
NREP Transactions Holding 3 S.à r.l.	16998		
NREP Transactions Holding 4 S.à r.l.	17018		
Otilia Investments S.A.	16998		
Pall-Center S.A.	17017		

Dai Nippon International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 12.475.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 04 juin 2010, les mandats des Administrateurs M. Yoji YAMAKAWA et M. Shigemi FURUYA, Président et Administrateur-délégué, ainsi que celui du Commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A., société anonyme ont été renouvelés pour la durée d'un an, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Par cette même assemblée, M. Shigeru NOGUCHI, 1 -16-5 Matsugaoka, Tokorozawa, SAITAMA 359-1132, JAPAN a été nommé Administrateur, en remplacement de l'Administrateur démissionnaire M. Masaru SHOJI, également pour la durée d'un an, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Luxembourg, le 03 DEC. 2010.

Pour: DAI NIPPON INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme holding

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2011008773/19.

(110008895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Duval Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 39.014.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 27 décembre 2010 les mandats des Administrateurs Monsieur Guy KETTMANN, Monsieur Guy BAUMANN et Monsieur Jean BODONI ainsi que celui du Commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A., société anonyme ont été renouvelés pour une durée de six ans.

Leurs mandats s'achèveront lors de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Luxembourg, le 06 JAN. 2011.

Pour: DUVAL INVESTMENTS S.A.

Société anonyme holding

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2011008777/17.

(110009033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Sedan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 132.577.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 décembre 2010

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation de la société à la date du 23 décembre 2010;
- L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés au siège de la société pendant une période de cinq années, à partir de la date de publication de la clôture de liquidation de la société dans le Mémorial C, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SEDAN S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011008874/18.

(110008513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 108.037.

I hereby resign as Director of your company with immediate effect.

Par la présente, je vous remets ma démission comme Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Jean-Yves NICOLAS.

Référence de publication: 2011008865/10.

(110008558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 108.037.

I hereby resign as Director of your company with immediate effect.

Par la présente, je vous remets ma démission comme Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Nicole THOMMES.

Référence de publication: 2011008866/10.

(110008560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 108.037.

I hereby resign as Director of your company with immediate effect.

Par la présente, je vous remets ma démission comme Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Sébastien GRAVIERE.

Référence de publication: 2011008867/10.

(110008561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Luxury Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 121.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

LUXURY INVESTMENTS S.A.

Signature

Référence de publication: 2011011580/12.

(110013728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

NeWeb Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 77.062.

Les comptes de liquidation au 24 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011621/11.

(110012908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Mascagna S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 27.820.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 61065 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011011597/10.

(110013122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Matterhorn Brig S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 109.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011598/10.

(110013412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Matterhorn Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 109.894.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011599/10.

(110013033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Mila Vlady S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2145 Luxembourg, 121, rue Cyprien Merjai.

R.C.S. Luxembourg B 113.820.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/01/2011.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2011011588/12.

(110013582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Parc Plaza, Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 79.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011011637/11.

(110012896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Matterhorn Vich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 109.897.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011600/10.

(110013413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

MCD S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 62.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011601/10.

(110013035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Meck Lock System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 53.685.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.01.2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011011604/12.

(110012953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

**Medina Investments S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Medina Investments S.A.).**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 43.921.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 21 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011606/11.

(110013755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Eurofins Genomics LUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 154.226.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 21 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011422/10.

(110013439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Mayenne Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 155.606.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2011011587/14.

(110013510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Mitezza S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 68.581.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2011011614/14.

(110013396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

NREP Transactions Holding 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 117.745.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2011011627/14.

(110012882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Otilia Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OTILIA INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011011635/11.

(110013228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Italy1 Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.294.

In the year two thousand and ten on the fourteenth day of December.

Before Us, Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Italy1 Investment S.A., a Luxembourg Société Anonyme, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-1741 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 155.294 (the Meeting), incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary in Luxembourg, on August 26, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated October 19, 2010, under number 2215 page 106286 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been lastly amended by a deed received by the undersigned notary on November 29, 2010, in the process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is chaired by Me Emilie VIARD, Avocat, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appointed as Secretary Me Aurélien FAVIER, Avocat, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Me Christophe BOYER, lawyer, with professional address in Luxembourg (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer constituting the Bureau of the Meeting).

The Bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of the convening notice;

2. Amendment to articles 1, 2, 5, 6, 7, 8, 13, 14 of the Articles and subsequent restatement and renumbering of the Articles in their entirety and, to the extent necessary, insertion or change of headings in the Articles powers and authorizations; and

3. Miscellaneous.

II. The power of attorney of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list signed by the attorney-in-fact of the represented shareholders, the Bureau of the Meeting and the undersigned notary, together with the proxies of the represented shareholders, after having been signed "ne varietur", will remain annexed to the present deed.

III. It appears from the said attendance list, that all the shares representing the share capital of the Company in circulation are present or represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda which have previously been communicated to the shareholders present and represented, each of them expressly declaring to acknowledge it.

IV. The Meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering them self as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend articles 1, 2, 5, 6, 7, 8, 13, 14 of the Articles and subsequently to restate and renumber the Articles in their entirety and, to the extent necessary, insert or change any headings in the Articles, so that they read as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name and Form. The name of the company is "Italy1 Investment S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Commercial Companies Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Definitions. Acquisition Period means a period of twenty-four (24) months following the Listing Date, or, should the Company have entered into a definitive binding agreement in relation to a Business Combination during this twenty-four months' period, the period of thirty-six (36) months from the incorporation of the Company (i.e. ending on August 26, 2013).

Affiliate means in relation to any person, (a) a company or undertaking that directly, or indirectly through one or more intermediaries, controls, or is controlled by, or is under common control with, such person (and "control" (including the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with") means the possession, direct or indirect, of the power to direct or cause the direction of the management, policies or activities of a person whether through the ow-

nership of securities, by contract or agency or otherwise); (b) a spouse, civil partner, former spouse, former civil partner, sibling, parent, child or step child (up to the age of 18) of such person; or (c) any person or persons acting in his or their capacity as trustee or trustees of a trust of which such person is the beneficiary. "Affiliated" shall have the correlative meaning.

Business Combination means a merger, share exchange, share purchase, asset acquisition, reorganization or similar transaction which can consist of a combination of one or more related operating businesses.

Business Day means a day on which banks are opened for regular business in Italy and Luxembourg.

Change of Control means any transaction or series of transactions other than a Business Combination or the Initial Public Offer which results in or is directed at (a) an acquisition of more than 33. % of the voting rights in the Company by a person or a group of persons acting in concert, (b) a merger with another entity as a result of which the Company shall cease to exist and the Shares in the Company are exchanged in shares or ownership interests in another entity or (c) any sale of assets of the Company or subsidiaries of the Company which on a consolidated basis exceed more than 50 % of the value of the total assets of the Company and its subsidiaries at market value.

Founding Shares means the class B1 convertible shares, the class B2 convertible shares and the class B3 convertible shares issued by the Company.

Founding Shareholders means ITA1SV LP, a limited partnership formed under the laws of Guernsey, with registered office at Nerine House, St George's Place, St Peter Port, Guernsey, GY1 3ZG, UK, EOS S.p.A., with registered office Via Montebello n.39 in 20121 Milan, Italy and Giovanni Revoltella, an individual residing at Via Belfiore 9, 20145 Milan, Italy.

Initial Public Offer means the initial offering of Shares and warrants relating to Shares in the Company to be conducted by the Board immediately prior to the Listing Date.

Joint Global Coordinators means: Banca IMI S.p.A. and J.P. Morgan Securities Ltd.

Listing Date means the date on which the trading of the Shares on the Professional Segment of the regulated Telematic Market for Investment Vehicles organized and managed by Borsa Italiana S.p.A. commences.

Market Shareholder means a shareholder who owns Market Shares.

Market Shares means the class A shares issued by the Company.

Qualifying Shareholders' Meeting has the meaning given to such term in article 9.4 (ii).

Realisation means the completion of a Business Combination during the Acquisition Period, in compliance with the investment policy as adopted by the Company in accordance with section 2.2.42 of the Rules of the markets organised and managed by Borsa Italiana, through one or more significant investments representing, in aggregate, more than 50% of the Company's total assets, as approved by the Qualifying Shareholders' Meeting.

Shares means the Company's shares, including the Market Shares and the Founding Shares.

Shareholders means holders of Market Shares and Founding Shares.

Target means any company or target business(es) proposed for a Business Combination at a Qualifying Shareholders' Meeting. Trading Day means a day on which the trading of the Shares on the Professional Segment of the regulated Telematic Market for Investment Vehicles organized and managed by Borsa Italiana S.p.A. is organized.

Transparency Law means the Luxembourg law of January 11, 2008 relating to the transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market.

Trust Account means the trust account established outside of the United States of America and maintained by an entity as trust agent, into which a portion of the net proceeds of the Initial Public Offer will be deposited by the Company or its Affiliates.

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

3.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The Company's purpose is the Realisation, which is to take place during the Acquisition Period. The Realisation will comply with the investment policy as adopted by the Company in accordance with section 2.2.42 of the Rules of the markets organised and managed by Borsa Italiana and especially will provide for a prevalent investment in a company, or business and for the performance of the related instrumental activities. Within the Acquisition Period, the Realisation

shall be executed through one or more significant investments meaning that said investments shall represent, in aggregate, more than 50% of the Company's total assets.

4.2 As from the Realisation, the Company's purpose shall be the administration, holding, development and/or sale of the Target, including the acquisition of any assets or interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of assets, securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses.

4.3 From the date of its incorporation and for the purposes of the Company object, the Company may lend funds and may further grant any form of security in respect of any subsidiary and, in general, of any entity which forms part of the same group of entities as the Company.

4.4 The Company may carry out all transactions which directly or indirectly serve its purposes. The Company may in particular raise funds, especially through borrowing in any form or by issuing any debt or equity securities or instruments, including bonds, warrants or by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature; and participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. In any case, the Company must not invest more than twenty percent (20%) of its assets in units of Italian or foreign hedge funds.

Art. 5. Duration.

5.1 The duration of the Company is until December 31, 2049 and can be extended by resolution of the General Meeting.

5.2 Should no Realization occur during the Acquisition Period, the Company will be liquidated as set forth in article 14.2 below, and the Board will convene an extraordinary General Meeting to acknowledge the dissolution and liquidation of the Company and to resolve upon the appointment of the liquidator to wind up its affairs. In the absence of such a decision, article 14.5 below shall apply.

5.3 The Company may not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1 The share capital is set at thirty-five thousand euros (EUR 35,000), represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B1 convertible shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B2 convertible shares and one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B3 convertible shares in registered form, without nominal value, all subscribed and fully paid-up.

6.2 The authorised capital is set at one hundred and fifty million euros (EUR 150,000,000) divided into shares without designation of a nominal value. The Board is authorized, during a period of five years starting on November 2, 2010 to issue Market Shares, but not Founding Shares, and to grant options or warrants to subscribe for Market Shares, to such persons and on such terms as they shall deem fit (and in particular to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued). In particular, the Board may within the limits of the authorised capital:

(i) increase the current share capital in one or several times by an amount up to a total issued capital of one hundred and fifty million euros (EUR 150,000,000), by the issuance of new Market Shares or without any such issuance, and the granting of options and warrants to subscribe for such shares, with or without consideration;

(ii) grant options and warrants to subscribe for Market Shares with or without considerations;

(iii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights in relation to the new Market Shares, options and warrants, to be issued and determine the persons authorised to subscribe to the new Market Shares options and warrants; and

(iv) record by way of a notarial deed each share capital increase and amend the share register accordingly.

The Market Shares, options and warrants to be issued by the Company within the authorized capital will be notably, but not exclusively, issued in the following way:

(i) up to five million (5,000,000) warrants allowing for the subscription of one Market Share each will be issued to Founding Shareholders in the context of the Initial Public Offer;

(ii) up to fifteen million (15,000,000) Market Shares will be issued, each with a warrant attached allowing for the subscription of one Market Share each in the context of the Initial Public Offer; and

(iii) up to twenty million (20,000,000) Market Shares may be issued to meet exercise requests under warrants issued pursuant to (i) and (ii) above; the Market Shares to be issued upon exercise of the warrants, may if so provided for by the relevant instrument terms and conditions, be issued to warrant holders against incorporation of existing reserves to the capital.

6.3 All Market Shares issued by the Company are redeemable shares in the sense of article 49-8 of the Commercial Companies Law and may be redeemed in accordance with the conditions set out in the Commercial Companies Law and

in articles 9.5 and 9.6 below. Founding Shares are redeemable in the sense of article 49-8 of the Commercial Companies Law and may be redeemed in accordance with the conditions set out in the Commercial Companies Law and in article 9.7 below.

6.4 Market Shares and Founding Shares entitle the holder to the same rights except for the specific rights expressly set forth in further details in the Articles.

6.5 The Company's share capital may also be increased or decreased in accordance with the conditions of the Commercial Companies Law by a resolution of the General Meeting, adopted in the manner required for an amendment of the Articles.

Art. 7. Shares.

7.1 The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

7.2 A register of Shares is kept at the registered office and may be examined by each Shareholder upon request.

7.3 A share transfer is carried out by entering in the register of Shares, a declaration of transfer, dated and signed by the transferor and the transferee or by their authorised representatives and following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of a share transfer other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

7.4 Shares may be held directly or with a broker, bank, custodian, dealer or other qualified intermediary, which will hold them through a securities settlement system either directly as a participant of such system or indirectly through such a participant.

7.5 The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

7.6 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Commercial Companies Law.

Art. 8. Conversion of Founding Shares.

8.1 All class B1 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B1 share on the date falling 6 months after the date of the Realisation, as stated by the Board, in accordance with article 8.8 hereafter.

8.2 All class B2 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B2 share upon confirmation by the Board, in accordance with Article 8.8 hereafter, that the per Market Share volume-weighted average price (prezzo ufficiale) on the Italian Stock Exchange (the "VWAP") for any period of 20 Trading Days out of 30 consecutive Trading Days (whereby such 20 Trading Days do not have to be consecutive) equals or exceeds EUR 11.00.

8.3 All class B3 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B3 share upon confirmation by the Board, in accordance with article 8.8 hereafter, that the VWAP for any period of 20 Trading Days out of 30 consecutive Trading Days (whereby such 20 Trading Days do not have to be consecutive) equals or exceeds EUR 12.00.

8.4 If, after the Listing Date, the number of outstanding Market Shares is decreased by a reverse stock split or other similar event, or is increased by a split up or other similar event, then the ratio referred to in articles 8.1, 8.2 and 8.3 shall be subject to adjustment in proportion to such decrease or increase in outstanding Market Shares in order to effectuate the intent and purpose of this article 8.

8.5 Notwithstanding articles 8.2 and 8.3 above, if the conditions set forth in article 8.2 and

8.3 are fulfilled prior to the first anniversary date of the Realisation, the relevant Founding Shares shall be converted on the first anniversary of the Realisation.

8.6 Founding Shares which have not been converted at the time when, after the Realisation, a Change of Control occurs, as stated by the Board in accordance with Article 8.8 hereafter will be converted to Market Shares as follows:

(i) class B1 shares shall be automatically converted into class A shares immediately upon the occurrence of a Change of Control at a ratio of one class Market Share per Founding Share;

(ii) class B2 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B2 share if the transaction or series of transaction determining the Change of Control is executed at a price per Market Share equal to or exceeding EUR 11.00;

(iii) class B3 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B3 share if the transaction or series of transaction determining the Change of Control is executed at a price per Market Share equal to or exceeding EUR 12.00.

8.7 As soon as possible after the conversion of Founding Shares into Market Shares, the Board shall take the necessary steps to reflect the modification of the number of shares.

(i) The Board shall have the power to make any statement in front of a Luxembourg notary to reflect any conversion of shares in accordance with this article 8 and to proceed, in accordance with the requirements of Luxembourg law, to any registration, with the Trade and Companies' Register and to any publication in the Memorial;

(ii) Alternatively, the Board may convene an extraordinary General Meeting to amend the articles of association of the Company in such a manner as to reflect such conversion.

As from the date of their conversion, and notwithstanding any delay or default of the Company to amend the articles in order to reflect such conversion, the converted Founding Shares shall have the same rights and obligations as the Market Shares otherwise existing at the time.

8.8 The date of the Realisation shall be conclusively evidenced by a resolution of the Board stating that the Realisation has occurred and stating the date of the completion of the Business Combination. The meeting of the conditions set forth in articles 8.2,

8.3 and 8.6 shall be conclusively evidenced by a resolution of the Board noting such occurrence and setting forth the applicable calculations or circumstances.

8.9 Subject to the conditions set forth by article 49-8 of the Commercial Companies Law any Founding Shares which are not converted into Market Shares in accordance with article 8 above prior to the fifth (5th) anniversary date of the Realisation shall be redeemed by the Company within six months following such fifth (5th) anniversary date of the Realisation at the price of zero point zero zero nine three euro (EUR 0.0093) per Founding Share.

III. Management - Representation

Art. 9. Board of directors.

9.1 Composition of the board of directors

- (i) The Company is managed by the Board composed of at least three (3) members, who need not be Shareholders.
- (ii) The General Meeting appoints the director(s) and determines their number, remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible.
- (iii) Directors may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting.
- (iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative who represents such entity in its duties as a director. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if it had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the majority of the remaining directors may fill the vacancy on a provisional basis until the final appointment is made by the next General Meeting.

9.2 Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the Shareholder(s) by the Commercial Companies Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may establish one or several internal committees and shall determine their power and composition.

(iv) The Board is authorised to delegate the day-to-day management and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers, other agents or an executive committee, whether Shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or several directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fees and/or any other advantages granted to such director (s) during the relevant financial year.

(v) The Board has to review and unanimously approve any related party transaction to ensure that such transaction is on terms that are no less favourable to the Company than those that would be available to it with respect to such a transaction from un-Affiliated third parties.

(vi) The Board may only take steps to authorize the release of additional funds from the Trust Account in excess of an aggregate working capital allowance of up to EUR 4,500,000 (four million five hundred thousand euro) upon approval by a majority of the votes cast by Market Shares (whereby abstentions and nil votes shall not be taken into account for the calculation of the majority and no quorum shall be required).

9.3 Procedure

(i) The Board must appoint a chairman among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board meets upon the request of the chairman or any two (2) directors, at the place indicated in the notice which, in principle, is in Luxembourg.

(iii) Written notice of any meeting of the Board is given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant a power of attorney to any other director in order to be represented at any meeting of the Board.

(vi) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Unless otherwise provided for in the Articles, resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the directors present or represented. The chairman has a casting vote in the event of tie. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman or all the directors present or represented at the meeting or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(ix) Any director having an interest conflicting with that of the Company in a transaction carried out otherwise than under normal conditions in the ordinary course of business, must advise the Board thereof and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in these deliberations. A special report on the relevant transaction(s) is submitted to the Shareholders before any vote, at the next General Meeting.

9.4 Approval of the Business Combination

The approval of a Business Combination shall be subject to the following principles.

(i) In connection with a proposed Business Combination, the Board shall vote to determine whether to present such prospective Business Combination to the Market Shareholders to seek approval. The positive vote of two-thirds (2/3) of the Board shall be required in order to present a prospective target business or businesses to the Shareholders for approval.

(ii) Should the Board resolve to propose to the Market Shareholders a transaction where (i) a member of the Board of Directors has a conflict of interest with respect to such Business Combination or (ii) the Joint Global Coordinators or the financial institutions and other agents involved in the Initial Public Offer or any of their Affiliates are Affiliated with the target or its shareholders (y) the positive vote of two-thirds (2/3) of the directors including the favourable vote of at least two independent directors is required for the Board resolution approving the transaction to be valid and (z) the Board will commission a fairness opinion by an independent investment bank to evaluate whether the Business Combination is fair to the Market Shareholders from a financial point of view.

(iii) The Board shall submit such information determined by the Board to be material and relevant for Market Shareholders (including any fairness opinion sought from an independent investment bank if applicable), to the Market Shareholders to resolve on the proposed Business Combination.

(iv) The Company will only proceed with the proposed Business Combination, if (i) the General Meeting of Shareholders convened to deliberate thereupon approves the proposal by a majority of votes of Market Shares present or represented (whereby abstentions and nil votes shall not be taken into account for the calculation of the majority and no quorum shall be required), and (ii) dissenting Market Shareholders have altogether requested redemption for less than thirty-five percent (35 %) of the Market Shares outstanding at the time of such general meeting of Market Shareholders in accordance with article 9.5 of the Articles (the "Qualifying Shareholders' Meeting").

9.5 Redemption of Market Shares at the initiative of the Shareholders upon approval of a Business Combination

(i) At the time the Company seeks Shareholders' approval of a Business Combination, each Market Shareholder will have the right to request the redemption of all or part of its Market Shares for cash. Such Market Shares will be redeemed by the Company under the conditions set forth by Article 49-8 of the Commercial Companies Law and under the following conditions:

1. Any such request will have to be sent to the Company's registered office in the form reasonably decided by the Board at any time after the disclosure of the Shareholder information relating to the required Market Shareholders' approval for the proposed Business Combination but received by the Company at the latest by 6.00 pm central European time five (5) Business Days prior to the day of the general meeting of Market Shareholders convened to approve the Business Combination.

2. The Company will redeem from each Market Shareholder who have requested redemption of Market Shares a maximum number of Shares equal to the number of Market Shares for which such Market Shareholder has voted against the Business Combination at the Qualifying Shareholders' Meeting.

3. A Market Shareholder, together with any of its Affiliates or any other person with whom it is acting in concert, will be restricted from seeking redemption rights with respect to more than ten percent (10%) of the Market Shares. A determination as to whether a Shareholder and/or the party with whom it is acting in concert shall be made on the basis of the Transparency Law relating to transparency obligations for issuers of securities.

4. The redemption price for each Market Share will be equal to (x) the out-standing amount in the Trust Account on the date of determination reduced by the amounts already earmarked for release to pay incurred expenses of the Company and such amount required to pay certain taxes, fees and expenses related to the Trust Account, divided by (y) the number of Market Shares as of the Listing Date.

5. The redemption price will be paid as soon as practicable, but in no event later than sixty (60) Business Days, following the Realisation.

6. Redemption shall only take place provided that the Shares for which redemption has been requested have been transferred to a securities account set-up by the Company for this purpose (the "Redemption Securities Account") by the day of a Qualifying Shareholders' Meeting and that these Shares remain held in the Redemption Securities Account until the Realisation.

(ii) Any redemption request will become null and void in the following cases:

1. The conditions set forth in Section 9.5(i) above for the redemption have not been complied with;
2. The Market Shareholder has withdrawn its application request by 6.00 pm central European time five (5) Business Days before the Realisation; or

3. Liquidation of the Company under Article 14 below. In such case, the relevant Shares which had been transferred to the Redemption Securities Account by the relevant Market Shareholder will be released and transferred to the relevant Market Shareholder securities account in compliance with any anti-money laundering procedures.

(iii) The Board is empowered to make any statement, sign all documents, create and amend all registers and do everything which is lawful, necessary or simply useful in view of the accomplishment and fulfilment of any Market Share redemption in accordance with this article 9.5 and to proceed, in accordance with the requirements of Luxembourg law, to any registration with the Register of Commerce and Companies and to any publication in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

9.6 Redemption of Market Shares at the initiative of the Company upon transfer of the corporate seat of the Company

(i) At the time the Company seeks Shareholders' approval for a transfer of the corporate seat of the Company outside of the Grand Duchy of Luxembourg, the Company may request redemption of Market Shares (the "Redeemed Shares") for which no favourable vote has been expressed in relation with the transfer of the corporate seat of the Company outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

(ii) Such Redeemed Shares will be redeemed by the Company under the conditions set forth by Article 49-8 of the Commercial Companies Law and under the following conditions:

i. Any such request will have been sent to the owner of the Redeemed Shares by registered letter.

ii. The redemption price for each Redeemed Share will be the highest of either:

1. the VWAP for the period of 20 Trading Days immediately preceeding the Shareholders' meeting convened to approve a transfer of the corporate seat of the Company outside of the Grand Duchy of Luxembourg; and

2. (x) the outstanding amount on the Trust Account by the date of determination reduced by amounts already earmarked for release to pay incurred expenses of the Company and such amount required to pay certain taxes, fees and expenses related to the Trust Account, divided by (y) the number of Market Shares as of the Listing Date.

iii. The redemption price will be paid immediately upon completion of the proposed redemption.

(iii) The holder of the Redeemed Shares shall have the option to keep its shares provided it undertakes to the Company to take the necessary steps (either by voting in favor or, or executing a proxy to this effect, or any other similar means) to approve the transfer of the corporate seat outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) The Board is empowered to make any statement, sign all documents, create and amend all registers and do everything which is lawful, necessary or simply useful in view of the accomplishment and fulfilment of any Market Share redemption in accordance with this article 9.6 and to proceed, in accordance with the requirements of Luxembourg law, to any registration with the Register of Commerce and Companies and to any publication in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

9.7 Redemption of Founding Shares Prior to the Listing Date Subject to the conditions set forth by Article 49-8 of the Commercial Companies Law the Board shall decide that the Company shall prior to the Listing Date redeem Founding Shares at a price of zero point zero zero nine three euro (EUR 0.0093) per Founding Share on a prorata basis from all holders of Founding Shares in such proportion as may be necessary to ensure that the Founding Shares represent, after completion of the Initial Public Offering, 20% (twenty percent) of the issued capital of the Company. In redeeming such Founding Shares, the Company shall, to the extent possible, redeem an equal number of class B1 shares, class B2 shares and class B3 shares.

9.8 Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the joint or single signature of any persons to whom special signatory powers have been delegated.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders.

10.1 Powers and voting rights

(i) Resolutions of the Shareholders are adopted at the General Meetings. The General Meeting has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Each Share entitles to one (1) vote.

10.2 Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) General Meetings are held at such place and time as specified in the notices.

(ii) If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(iii) A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

(iv) Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to vote in favour, against or abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions), nor an abstention, are void.

(v) Resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented unless otherwise provided for in the Commercial Companies Law or in the Articles.

(vi) The General Meetings are called by a notice in writing which is published twice with a minimum interval of eight days and the second notice is published at least eight days prior to the day of the Shareholders meeting in the Luxembourg official gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations and in a Luxembourg daily newspaper. The notice period is exclusive of the day on which it is served and of the day for which it is given. The notice is required to specify the agenda, time and place of the meeting and is to be given in accordance with any applicable corporate law and with the rules of any relevant stock exchange. A meeting is deemed to have been duly called if it is so agreed in writing by all the Shareholders. Every notice convening an annual general meeting is required to describe the meeting as an annual general meeting.

(vii) The extraordinary General Meeting may amend the Articles only if at least onehalf of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Company. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the Shareholders and bondholders (if any).

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 11. Financial year and Approval of annual accounts.

11.1 The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

11.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the officers, directors and statutory auditors towards the Company.

11.3 One month before the annual General Meeting, the Board provides documentary evidence and a report on the operations of the Company to the statutory auditors, who then prepare a report setting forth their proposals.

11.4 The annual General Meeting is held at the address of the registered office or at such other place in the municipality of the registered office, as may be specified in the notice, on the second Tuesday of May of each year at 11.00 a.m.. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting is held on the following Business Day.

11.5 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Art. 12. Statutory auditors / Réviseurs d'entreprises.

12.1 The operations of the Company are supervised by one or several statutory auditors (commissaires).

12.2 The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

12.3 The General Meeting appoints the statutory auditors/réviseurs d'entreprises and determines their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. Statutory auditors/réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1 From the annual net profits of the Company, five percent (5%) is allocated to the re-serve required by law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten percent (10%) of the share capital.

13.2 The General Meeting determines how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) the decision to distribute interim dividends is taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and
- (iv) in their report to the Board, as applicable, the statutory auditors or the réviseurs d'entreprises must verify whether the above conditions have been satisfied.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

14.2 Should no Realisation take place within the Acquisition Period, the Company will be automatically dissolved on the first day following the end of the Acquisition Period. The Board shall convene a General Meeting to acknowledge the liquidation as well as to resolve on the appointment of a liquidator as set forth in article 5.2 above.

14.3 The General Meeting shall appoint one or several liquidators, who need not to be shareholder(s), to carry out the liquidation and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.4 If no liquidators are appointed, the directors shall, vis-à-vis third parties, be deemed to be liquidators.

14.5 The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in the following order of priority:

- (i) Market Shares shall be entitled on a pro rata basis to all liquidation proceeds up to an amount of EUR 9.92 per Market Share, then
- (ii) Founding Shares shall be entitled on a pro rata basis to liquidation proceeds up to an amount of EUR 0.0093 per Founding Share
- (iii) Market Shares shall be entitled on a pro rata basis to any remaining liquidation proceeds.

Art. 15. General provisions.

15.1 Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.4 All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

Third resolution

The Meeting resolve to empower and authorize any director of the Company, all acting individually with full power of substitution in order to accomplish and undertake any formalities which may be necessary, required or useful to give effect to the previous resolution and to sign and execute any document in connection therewith.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREUPON, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Follows the french translation:

L'an deux mille dix, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Italy1 Investment S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L1741 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.294 (l'Assemblée), constituée suivant un acte de Maître Martie Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 26 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 19 octobre 2010, N° 2215 page 106286 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte notarié du notaire instrumentant le 29 novembre 2010, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Me Emilie VIARD, Avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme Secrétaire Me Aurélien FAVIER, Avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme Scrutateur Me Christophe BOYER, Avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituant le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau de L'Assemblée ayant été constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Modification des articles 1, 2, 5, 6, 7, 8, 13, 14 des Statuts et refondement et renumérotation subséquents des Statuts dans leur totalité et, dans la mesure nécessaire, insertion ou changement des titres dans les Statuts pouvoirs et autorisations; et
3. Divers.

II. La procuration des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence signée par le représentant des actionnaires représentés, le Bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, ensemble avec les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur, resteront annexées au présent acte.

III. Il appert de la liste de présence, que toutes les actions représentant le capital social de la Société en circulation sont présentes ou représentées à la présente Assemblée, de manière que l'Assemblée peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour qui a été préalablement communiqué aux actionnaires présents et représentés, chacun d'eux déclarant expressément le reconnaître.

IV. L'Assemblée à l'unanimité prend les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Seconde résolution

L'Assemblée décide de modifier les articles 1, 2, 5, 6, 7, 8, 13, 14 des Statuts et subséquemment de refondre et renuméroter les Statuts dans leur totalité et, dans la mesure nécessaire, d'insérer ou changer tous titres dans les statuts, de manière à se lire comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination et Forme. Le nom de la société est "Italy1 Investment S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés Commerciales), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Définitions.

Période d'Acquisition signifie une période de vingt-quatre (24) mois suivant la Date de Cotation, ou, si la Société a conclu un contrat définitif et obligatoire en lien avec un Regroupement pendant cette période de 24 mois, la période de trente-six (36) mois à partir de la constitution de la Société (c'est-à-dire se terminant le 26 août 2013).

Affiliée signifie, concernant une personne, (a) une société ou entreprise qui directement, ou indirectement par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, contrôle ou est contrôlée par ou se trouve sous un contrôle commun avec cette personne (et «contrôle» -en ce compris «contrôlant», «contrôlé par» et «sous un contrôle commun avec» -signifie la détention, directe ou indirecte, du pouvoir d'orienter ou de faire orienter la gestion, les politiques ou activités d'une personne, que ce soit par la détention de titres, par contrat ou représentation ou autrement); (b) un époux(se), partenaire civil(e), ex-époux(se), ex-partenaire civil(e), frère, soeur, parent, enfant ou enfant du conjoint (jusqu'à l'âge de 18 ans) de

cette personne; ou (c) toute(s) personne(s) agissant dans sa ou leurs qualité(s) de fiduciaire(s) (trustee) dont cette personne est le bénéficiaire. L'adjectif «Affilié» a la signification corrélatrice.

Regroupement signifie la réalisation, pendant de la Période d'Acquisition, d'une fusion, échange d'actions, acquisition d'actions, acquisition d'actifs, réorganisation ou transaction similaire qui peut consister dans la combinaison d'une ou plusieurs exploitations liées.

Jour Ouvré signifie un jour auquel les banques sont normalement ouvertes en Italie et au Luxembourg.

Changement de Contrôle signifie une transaction ou série de transactions, autre qu'un Regroupement ou que l'Offre Publique Initiale, résultant dans ou orientée en vue de (a) une acquisition de plus de 33. % des droits de vote dans la Société par une personne ou un groupe de personnes agissant de concert, (b) une fusion avec une autre entité suite à laquelle la Société cesserait d'exister et les Actions dans la Société seraient échangées contre des actions ou participations dans une autre entité ou (c) une cession d'actifs de la Société ou d'une filiale de la Société qui sur une base consolidée dépasserait 50% de la valeur totale des actifs de la Société et ses filiales à la valeur du marché.

Actions de Fondateurs signifie les actions convertibles de classe B1, les actions convertibles de classe B2 et les actions convertibles de classe B3 émises par la Société.

Actionnaires-Fondateurs signifie ITA1SV LP, une société en commandite simple (limited partnership) établie conformément aux lois de Guernsey; ayant son siège social à Nerine House, St George's Place, St Peter Port, Guernsey, GY1 3ZG, UK, EOS S.p.A., ayant son siège social à Via Montebello n°39 à 20121 Milan, Italie et Giovanni Revoltella, personne physique résidant à Via Belfiore 9, 20145 Milan, Italie.

Offre Publique Initiale signifie la première offre d'Actions et de warrants relatifs aux Actions dans la Société qui doit être lancée par le Conseil immédiatement avant la Date de Cotation.

Coordinateurs Globaux Conjointes signifie Banca IMI S.p.A. et J.P. Morgan Securities Ltd.

Date de Cotation signifie la date à laquelle commence la négociation des Actions sur le Segment Professionnel du Marché Télématique régulé pour les Véhicules d'Investissement organisé et géré par Borsa Italiana S.p.A., opéré par Borsa Italiana S.p.A.

Actionnaire du Marché signifie un actionnaire détenant des Actions du Marché.

Actions du Marché signifie les actions de classe A émises par la Société.

Assemblée Qualifiée des Actionnaires a la signification donnée à ces termes à l'article 9.4 (ii).

Réalisation signifie l'exécution d'un Regroupement pendant la Période d'Acquisition, conformément à la politique d'investissement telle qu'adoptée par la Société selon la section 2.2.42 du Règlement des marchés organisés et gérés par la Bourse Italienne par le biais d'un ou plusieurs investissements significatifs représentant au total, plus de 50% de tous les actifs de la Société, tel qu'approuvé par l'Assemblée Qualifiée des Actionnaires.

Actions signifie les actions de la Société, comprenant les Actions du Marché et les Actions de Fondateurs.

Actionnaires signifie les titulaires d'Actions du Marché et d'Actions de Fondateurs.

Cible signifie toute société ou toute(s) entreprise(s) proposée(s) pour un Regroupement à une Assemblée Qualifiée des Actionnaires.

Jour de Cotation signifie un jour auquel la négociation des Actions sur le Segment

Professionnel du Marché Télématique réglementé pour les Véhicules d'Investissement organisé et dirigé par Borsa Italiana S.p.A. est organisée.

Loi sur la Transparence signifie la loi luxembourgeoise du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

Compte-Trust signifie le compte-trust établi en dehors des Etats-Unis d'Amérique et tenu par une entité en tant qu'agent de trust (trust agent) sur lequel une partie des produits nets de l'Offre Publique Initiale seront déposés par la Société ou un de ses Affiliés.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

3.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 4. Objet social.

4.1 L'objet de la Société est la Réalisation, laquelle devra avoir lieu pendant la Période d'Acquisition. La Réalisation se conformera à la politique d'investissement telle qu'adoptée par la Société en conformité avec la section 2.2.42 des Règles des marchés organisés et gérés par la Borsa Italiana et prévoira spécialement un investissement substantiel dans une société, ou une entreprise et l'exécution des activités accessoires liées. Pendant la Période d'Acquisition, la Réalisation doit être effectuée par le biais d'un ou plusieurs investissements significatifs, ce qui signifie que les dits investissements doivent représenter, au total, plus de 50% des actifs totaux de la Société.

4.2 A compter de la Réalisation, l'objet de la Société sera l'administration, la détention, le développement et/ou la vente de la Cible, en ce compris l'acquisition d'actifs ou intérêts et de droits de toute sorte et toute autre forme d'investissement dans des entités situées au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, que ces entités existent ou qu'elles doivent être créées, notamment par voie de souscription, acquisition par achat, vente ou échange d'actifs, titres ou droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres de propriété, titres de créances, brevets et licences.

4.3 Dès la date de sa constitution et pour les fins de son objet social, la Société peut également prêter toute somme et délivrer toute forme de sûreté pour l'exécution d'obligations de toute filiale et, en générale, de toute entité qui fait partie du même groupe d'entités que la Société.

4.4 La Société peut effectuer toutes les transactions qui directement ou indirectement contribuent à son objet social. La Société peut notamment lever des fonds, en particulier par le biais de prêts quelle qu'en soit la forme ou en émettant des valeurs mobilières ou des titres de créances, en ce compris les obligations et warrants, ou en acceptant toute autre forme d'investissement ou en octroyant des droits de quelque nature que ce soit, et participer à la constitution, le développement et/ou le contrôle d'une entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger. En tout état de cause, la Société ne peut investir plus de vingt pour cent (20%) de ses actifs dans des parts de fonds alternatifs (hedge funds) italiens ou étrangers.

Art. 5. Durée.

5.1 La Société est constituée pour une durée déterminée expirant le 31 décembre 2049 et qui peut être étendue par une résolution de l'Assemblée Générale.

5.2 Si un Regroupement n'est pas réalisé pendant la Période d'Acquisition, la Société sera liquidée conformément à l'article 14.2 ci-dessous; et le Conseil convoquera une Assemblée Générale extraordinaire pour reconnaître la dissolution et la liquidation de la Société et pour décider de la nomination du liquidateur pour liquider ses affaires. En l'absence d'une telle décision, l'article 14.5 s'appliquera.

5.3 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 6. Capital.

6.1 Le capital social est fixé à trente-cinq mille euros (EUR 35,000), représenté par un million deux cent cinquante mille (1,250,000) actions convertibles de class B1, un million deux cent cinquante mille (1,250,000) actions convertibles de class B2 et un million deux cent cinquante mille (1,250,000) actions convertibles de class B3 sous forme nominative, sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

6.2 Le capital autorisé est fixé à cent cinquante millions d'euros (EUR 150.000.000,-), divisé en actions sans indication de valeur nominale. Le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq ans à partir du 2 novembre 2010, à émettre des Actions du Marché, à l'exclusion des Actions de Fondateurs, et accorder des options ou des warrants de souscription à des Actions du Marché, aux personnes et sous les conditions qu'ils jugeront convenables (et notamment de procéder à l'émission sans garder pour les actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux actions ainsi émises). En particulier, le Conseil peut, dans les limites du capital autorisé:

(i) augmenter le capital social existant en une ou plusieurs fois jusqu'à un capital total émis de cent cinquante millions d'euros (150.000.000), par l'émission d'Actions du Marché ou sans une telle émission et l'octroi d'option ou warrants de souscription à de telles actions avec ou sans considération;

(ii) accorder des options et warrants pour souscrire à des Actions du Marché avec ou sans considérations;

(iii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles Actions du Marché, options et warrants, à émettre et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux Actions du Marché, options et warrants; et

(iv) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

Les Actions du Marché, options et warrants à émettre par la Société dans le cadre du capital autorisé seront émis notamment, mais pas exclusivement, de la manière suivante:

(i) jusqu'à cinq millions (5.000.000) de warrants autorisant chacun la souscription d'une Action du Marché qui sera émise aux Actionnaires Fondateurs dans le contexte de l'Offre Publique d'Acquisition;

(ii) jusqu'à quinze millions (15.000.000) d'Actions du Marché à émettre, chacune ayant un warrant y attaché autorisant chacun la souscription d'une Action du Marché dans le contexte de l'Offre Publique d'Acquisition; et

(iii) jusqu'à vingt millions (20.000.000) d'Actions du Marché à émettre pour satisfaire les demandes d'exercice de warrants, émises conformément aux points

(i) et (ii) ci-dessus; les Actions du Marché devant être émises sur exercice des warrants peuvent, si les conditions générales de l'instrument concerné le prévoient, être émises pour les détenteurs de warrants en contrepartie de la constitution de réserves existantes dans le capital.

6.3 Toutes les Actions du Marché émises par la Société sont des actions rachetables conformément à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et peuvent être rachetées conformément aux conditions décrites dans la Loi sur les Sociétés Commerciales et dans les articles 9.5 et 9.6 ci-dessous. Les Actions de Fondateurs sont rachetables au sens de l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et peuvent être rachetées conformément aux conditions posées dans la Loi sur les Sociétés Commerciales et à l'article 9.7 ci-dessous.

6.4 Les Actions du Marché et les Actions de Fondateurs donnent à leurs détenteurs les mêmes droits, exceptés les droits spécifiques expressément exposés plus en détails dans les Statuts.

6.5 Le capital de la Société peut également être augmenté ou diminué conformément aux conditions précisées dans la Loi sur les Sociétés Commerciales par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les règles exigées en cas de modification des statuts.

Art. 7. Actions.

7.1 Les Actions sont et resteront sous forme nominative.

7.2 Un registre des Actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Actionnaire.

7.3 Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des Actions, d'une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires et suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'actions, d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

7.4 Les actions peuvent être détenues directement ou par un courtier, une banque, un dépositaire, un agent ou un autre intermédiaire qualifié qui les détient par le truchement d'un système de règlement des titres soit directement en tant qu'utilisateur de ce système soit indirectement à travers un tel usager.

7.5 Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Action.

7.6 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 8. Conversion des Actions de Fondateurs.

8.1 Toutes les actions de classe B1 seront automatiquement converties en actions de classe A à une parité de une action de classe A contre une action de classe B1 à la date survenant 6 mois après la date de la Réalisation, telle que déterminée par le Conseil, conformément à l'article 8.8 ci-après.

8.2 Toutes les actions de classe B2 seront automatiquement converties en actions de classe A à une parité de une action de classe A contre une action de classe B2 sur confirmation du Conseil, conformément à l'article 8.8 ci-après, que le prix moyen du cours par Actions du Marché (prezzo ufficiale) sur la Bourse Italienne (le «VWAP») pour une période de 20 Jours de Cotation sur 30 Jours de Cotation consécutifs (où les 20 Jours de Cotation n'ont pas à être consécutifs) est égal ou excède EUR 11,-.

8.3 Toutes les actions de classe B3 seront automatiquement converties en actions de classe A à une parité de une action de classe A contre une action de classe B3 sur confirmation du Conseil, conformément à l'article 8.8 ci-après, que le VWAP pour une période de 20 Jours de Cotation sur 30 Jours de Cotation consécutifs (où les 20 Jours de Cotation n'ont pas à être consécutifs) est égal ou excède EUR 12,-.

8.4 Si, après la Date de Cotation, le nombre d'Actions du Marché émises est diminué par un regroupement d'actions ou tout autre événement, ou est augmenté par un fractionnement ou tout autre événement, alors la parité évoquée aux articles 8.1, 8.2 et

8.3 sera ajustée en proportion de cette diminution ou augmentation des Actions du Marché émises dans le but de cet article 8.

8.5 Nonobstant les articles 8.2 et 8.3 ci-dessus, si les conditions posées à l'article 8.2 et

8.3 sont réalisées avant le premier anniversaire de la Réalisation, les Actions de Fondateurs concernées seront converties à la date premier anniversaire de la Réalisation.

8.6 Les Actions de Fondateurs qui n'ont pas été converties au moment où, après la Réalisation, un Changement de Contrôle a lieu, tel que déterminé par le Conseil conformément à l'article 8.8 ci-après, seront converties en Actions du Marché comme suit:

(i) Les actions de classe B1 seront automatiquement converties en actions de classe A immédiatement à la survenance d'un Changement de Contrôle à la parité d'une Action du Marché contre une Action de Fondateur;

(ii) Les actions de classe B2 seront automatiquement converties en actions de classe A à la parité d'une action de classe A contre une action de classe B2 si la transaction ou la série de transactions qui détermine le Changement de Contrôle est conclue à un prix par Action du Marché égal ou supérieur à EUR 11,-;

(iii) Les actions de classe B3 seront automatiquement converties en actions de classe A à la parité d'une action de classe A contre une action de classe B3 si la transaction ou la série de transactions qui détermine le Changement de Contrôle est conclue à un prix par Action du Marché égal ou supérieur à EUR 12,-.

8.7 Aussitôt après la conversion des Actions de Fondateurs en Actions du Marché, le Conseil prendra les mesures nécessaires pour refléter les modifications du nombre d'actions.

(iv) Le Conseil aura le pouvoir de faire toute constatation devant un notaire luxembourgeois pour refléter une conversion d'actions conformément à cet article 8 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement auprès du Registre du Commerce et des Sociétés et à toute publication dans le Mémorial;

(v) Alternativement, le Conseil peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire pour modifier les statuts de la Société de manière à refléter cette conversion.

Dès la date de leur conversion, et nonobstant tout retard ou défaillance de la Société d'amender les statuts afin de refléter cette conversion, les Actions de Fondateurs converties devront avoir les mêmes droits et obligations que les Actions du Marchés existant en outre à cet instant.

8.8 La date de la Réalisation sera prouvée par une résolution du Conseil constatant que la Réalisation est survenue et constatant la date de réalisation du Regroupement. La réunion des conditions posées aux articles 8.2, 8.3 et 8.6 sera prouvée par une résolution du Conseil constatant cette survenance et posant les méthodes de calcul ou circonstances applicables.

8.9 Sous réserve des conditions posées à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, les Actions de Fondateurs qui ne sont pas converties en Actions du Marché conformément à l'article 8 ci-dessus avant le cinquième anniversaire de la Réalisation seront rachetées par la Société dans les 6 mois suivant ce cinquième anniversaire de la Réalisation au prix de zéro virgule zéro zéro quatre-vingt-treize euros (EUR 0,0093) par Action de Fondateur.

III. Gestion - Représentation

Art. 9. Conseil d'administration.

9.1 Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être Actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme le(s) administrateur(s) et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans et sont rééligibles.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

9.2 Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou les Statuts à ou aux Actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut établir un ou plusieurs comités internes et en déterminera les pouvoirs et la composition.

(iv) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, Actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

(v) Le Conseil doit revoir et approuver à l'unanimité toute opération avec une partie liée afin de s'assurer qu'une telle opération ne contienne pas des termes qui sont moins favorables à la Société que ceux qui seraient applicables dans le cadre d'une telle opération avec des parties tierces non affiliées.

(vi) Le Conseil peut seulement prendre des mesures pour autoriser la libération de fonds additionnels depuis le Compte-Trust supérieurs à une dotation en fonds de roulement totale jusqu'à quatre million cinq cent mille euros (EUR 4.500.000) sur approbation de la majorité des votes exprimés par les Actions du Marchés (où les abstentions et votes nuls ne seront pas pris en compte pour le calcul de la majorité et aucun quorum ne sera requis).

9.3 Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Sauf disposition contraire des Statuts, les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux Actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

9.4 Approbation du Regroupement L'approbation d'un Regroupement sera soumise aux principes suivants:

(i) En ce qui concerne une proposition de Regroupement, le Conseil votera pour déterminer l'opportunité de présenter un tel Regroupement aux Actionnaires du Marché pour approbation. Le vote positif de deux-tiers (2/3) du Conseil doit être requis afin de présenter une ou plusieurs entreprise(s) cible(s) future(s) aux Actionnaires pour approbation.

(ii) Si le Conseil décide de proposer aux Actionnaires du Marché une opération où

(i) un membre du Conseil a un conflit d'intérêts relatif à ce Regroupement ou

(ii) les Coordinateurs Globaux Conjointes ou les institutions financières et autres agents impliqués dans l'Offre Publique Initiale ou si un de leurs Affiliés est Affilié à la cible ou ses actionnaires, (y) le vote positif de deux-tiers (2/3) des administrateurs incluant un vote favorable d'au moins deux administrateurs indépendants est requis pour la résolution du Conseil qui approuve l'opération pour être valide et (z) le Conseil demandera qu'un avis honnête soit réalisé par une banque d'investissement indépendante pour évaluer si le Regroupement est juste pour les Actionnaires du Marché d'un point de vue financier.

(iii) Le Conseil soumettra les informations déterminées par le Conseil comme étant importantes et pertinentes pour les Actionnaires du Marché (en ce compris toute opinion impartiale recherchée d'une banque d'investissement indépendante si applicable), aux Actionnaires du Marché, ceux-ci prenant une décision concernant le Regroupement proposé.

(iv) La Société ne pourra procéder au Regroupement proposé, que si (i) l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée pour délibérer sur ce point approuve la proposition à la majorité des voix des Actions du Marché présentes ou représentées (les abstentions et votes nuls ne seront pas pris en considération pour le calcul de la majorité et aucun quorum ne sera requis), et (ii) les Actionnaires du Marché dissidents ont demandé ensemble le rachat pour moins de trente-cinq pour cent (35%) des Actions du Marché émises au moment de cette assemblée générale des Actionnaires du Marché conformément à l'article 9.5 ci-dessous (l'«Assemblée Qualifiée des Actionnaires»).

9.5 Rachat des Actions du Marché à l'initiative des Actionnaires lors de l'approbation d'un Regroupement

(i) Au moment où la Société demande l'approbation des Actionnaires pour un Regroupement, chaque Actionnaire du Marché aura le droit de demander le rachat de tout ou partie de ses Actions du Marché contre des espèces. Ces Actions du Marché seront rachetées par la Société conformément aux conditions prévues par l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et aux conditions suivantes:

1. Cette demande devra être envoyée au siège social de la Société dans la forme raisonnablement décidée par le Conseil à tout moment après information des Actionnaires au sujet de l'approbation requise des Actionnaires du Marché pour

la proposition de Regroupement, mais reçue par la Société au plus tard à 18 heures, heure normale d'Europe centrale, 5 Jours Ouvrés avant le jour de l'assemblée générale des Actionnaires du Marché convoquée pour approuver le Regroupement.

2. La Société rachètera à chacun des Actionnaires du Marché qui aura fait la demande de rachat de ses Actions du Marché un nombre maximum d'Actions égal au nombre d'Actions du Marché pour lesquelles cet Actionnaire du Marché a voté contre le Regroupement à l'Assemblée Qualifiée des Actionnaires.

3. Un Actionnaire du Marché, avec ses Affiliés ou toute autre personne avec laquelle il agit de concert, ne pourra demander le rachat pour un nombre d'actions supérieur à dix pour cent (10%) des Actions du Marché. Une détermination quant à l'Actionnaire et/ou la partie avec laquelle il agit de concert sera faite sur la base de la Loi sur la Transparence relative aux obligations de transparence pour les émetteurs de titres.

4. Le prix de rachat pour chaque Action du Marché sera égale au (x) montant en suspens sur le Compte-Trust à la date de détermination diminué des montants déjà affectés au paiement de frais encourus par la Société et les montants requis pour s'acquitter de certains impôts et taxes, frais et dépenses relatives au Compte-Trust, divisé par (y) le nombre d'Actions du Marché à la Date de Cotation.

5. Le prix de rachat sera payé dans les meilleurs délais, mais en aucun cas plus tard que soixante (60) Jours Ouvrés suivant la Réalisation.

6. Le rachat ne pourra avoir lieu qu'à condition que les Actions pour lesquelles une demande de rachat a été formulée aient été transférées sur un compte-titres établi par la Société à cet effet (le «Compte de Rachat de Titres») le jour d'une Assemblée Qualifiée des Actionnaires et que ces Actions restent détenues sur ce Compte de Rachat de Titres jusqu'à la Réalisation.

(ii) Toute demande de rachat sera nulle et privée d'effet dans les cas suivants:

1. Les conditions posées à la Section 9.5(i) ci-dessus pour le rachat n'ont pas été observées;
2. L'Actionnaire du Marché a rétracté sa demande au plus tard à 18 heures, heure normale d'Europe centrale, cinq (5) Jours Ouvrés avant la Réalisation; ou
3. Liquidation de la Société conformément à l'article 14 ci-dessous. Dans ce cas, les Actions concernées qui avaient été transférées sur le Compte de Rachat de Titres par l'Actionnaire du Marché concerné seront libérées et transférées sur le compte-titres de l'Actionnaire du Marché concerné dans le respect des procédures de lutte contre le blanchiment d'argent.

(iii) Les actionnaires donnent procuration irrévocable au Conseil pour faire toute déclaration, signer tous les documents, créer et amender les registres et accomplir toutes démarches légales, nécessaires ou simplement utiles en vue de l'accomplissement et de la réalisation de tout rachat d'Actions du Marché conformément à l'article 9.5 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement dans le Registre du Commerce et des Sociétés et toute publication dans le Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations.

9.6 Rachat d'Actions du Marché à l'initiative de la Société lors du transfert de siège social de la Société

(i) Lorsque la Société requiert l'approbation des Actionnaires pour un transfert du siège social de la Société, en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, la Société peut demander le rachat de ses Actions du Marché (les Actions Rachetées) pour lesquelles aucun vote favorable n'a été exprimé concernant le transfert du siège social de la Société en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

(ii) Ces Actions Rachetées seront rachetées par la Société selon les conditions décrites à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et selon les conditions suivantes:

- (a) Toute demande sera envoyée au détenteur des Actions Rachetées par envoi recommandé.
- (b) Le prix de rachat pour chaque Action Rachetée sera le plus élevé entre:

1. Le VWAP pour la période de 20 Jours de Cotation précédant immédiatement l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée pour approuver un transfert du siège social de la Société en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, et

2. (x) le montant en suspens sur le Compte-Trust à la date de détermination diminué des montants déjà affectés au paiement de frais encourus par la Société et les montants requis pour s'acquitter de certains impôts et taxes, frais et dépenses relatives au Compte-Trust, divisé par (y) le nombre d'Actions du Marché à la Date de Cotation.

(c) Le prix de rachat sera payé immédiatement lors de la réalisation du rachat proposé.

(iii) Le porteur d'Actions Rachetées aura l'option de garder ses actions à condition qu'il s'engage envers la Société de prendre les mesures nécessaires (soit en votant en ce sens, soit en signant une procuration à cet effet, ou par tout autre moyen) pour approuver le transfert du siège social en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

(iv) Le Conseil a le pouvoir de faire toute déclaration, signer tous les documents, créer et modifier les registres et accomplir toutes démarches légales, nécessaires ou simplement utiles en vue de l'accomplissement et de la réalisation de tout rachat d'Actions du Marché conformément à l'article 9.6 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement dans le Registre du Commerce et des Sociétés et toute publication dans le Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations.

9.7 Rachat des Actions de Fondateurs avant la Date de Cotation Sous réserve des conditions posées à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, le Conseil décidera que la Société rachètera avant la Date de Cotation les Actions

de Fondateurs au prix de zéro virgule zéro zéro quatre-vingt-treize euros (EUR 0,0093) par Action de Fondateur au prorata de tous les porteurs d'Actions de Fondateurs dans les proportions nécessaires pour garantir que les Actions de Fondateurs représentent, après réalisation de l'Offre Publique Initiale, vingt pour cent (20%) du capital émis de la Société. En rachetant ces Actions de Fondateurs, la Société devra autant que possible racheter un nombre égal d'actions de classe B1, d'actions de classe B2 et d'actions de classe B3.

9.8 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des Actionnaires sont adoptées lors des Assemblées Générales. L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque Action donne droit à un (1) vote.

10.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(ii) Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(iii) Un Actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un Actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(iv) Tout Actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que, pour chaque résolution, trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les Actionnaires au siège social. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(v) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté sauf disposition contraire de la Loi sur les Sociétés Commerciales ou des Statuts.

(vi) Les Assemblées Générales sont convoquées par un avis écrit publié deux fois avec un intervalle minimum de huit jours et le second avis est publié au moins huit jours avant le jour de l'assemblée des Actionnaires dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations et dans un journal quotidien luxembourgeois. La période d'avis ne comprend pas le jour où il est notifié ni le jour pour lequel il est donné. L'avis doit spécifier l'agenda, l'heure et le lieu de l'assemblée et doit être donné conformément à toute disposition de droit des sociétés applicable et aux règles de toute bourse. Une assemblée est présumée avoir été dûment convoquée en cas d'accord de tous les Actionnaires. Chaque avis convoquant une assemblée générale annuelle doit décrire l'assemblée comme une assemblée générale annuelle.

(vii) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des Actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 11. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

11.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un décembre (31) de chaque année.

11.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

11.3 Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

11.4 L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième mardi du mois de mai de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le Jour Ouvré suivant.

11.5 L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 12. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

12.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

12.2 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, quand cela est requis par la loi.

12.3 L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises peuvent être réélus.

Art. 13. Affectation des bénéfices.

13.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi sur les Sociétés Commerciales. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

13.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

13.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire ;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (iv) dans leur rapport au Conseil, selon le cas, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

14.2 Si aucune Réalisation n'a lieu pendant la Période d'Acquisition, la Société sera automatiquement dissoute le premier jour suivant la fin de la Période d'Acquisition. Le Conseil devra convoquer une Assemblée Générale pour reconnaître la liquidation de même que décider de la nomination d'un liquidateur conformément à l'article 5.2 ci-dessus.

14.3 L'Assemblée Générale doit nommer un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

14.4 Si aucun liquidateur n'est nommé, les gérants seront réputés liquidateurs à l'égard des tiers.

14.5 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes sera distribué aux actionnaires dans l'ordre de priorité suivant:

- (i) Les Actions du Marché donneront droit au prorata à tous les produits de liquidation jusqu'au montant de EUR 9,92 par Action du Marché, puis
- (ii) Les Actions de Fondateurs donneront droit au prorata à tous les produits de liquidation jusqu'au montant de EUR 0,0093 par Action de Fondateur,
- (iii) Les Actions du Marché donneront droit au prorata à tous les produits de liquidations restant.

14.6 Si aucun liquidateur n'est nommé, les administrateurs seront, vis-à-vis des tiers, réputés liquidateurs.

Art. 15. Dispositions générales.

15.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

15.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

15.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les

signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les Actionnaires.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de donner le pouvoir à et d'autoriser tout administrateur de la Société, tous agissant individuellement et avec pouvoir de substitution afin d'accomplir et entreprendre toutes les formalités nécessaires, requises ou utiles pour donner effet aux résolutions précédentes et de signer et exécuter tout document en relation avec ces résolutions.

Estimation de frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés à environ trois mille euros.

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes ci-dessus le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, à la demande des mêmes parties comparantes, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: E. VIARD, A. FAVIER, C. BOYER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 17 décembre 2010. Relation: LAC/2010/56970. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Référence de publication: 2011003798/1042.

(110003556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pall-Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8552 Oberpallen, 2, Arelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.577.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2011011648/10.

(110013487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Europtic Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 73.493.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix,

le treize décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg)

A comparu:

La société anonyme MARCAMI S.A., avec siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 143.377

représentée par Monsieur Christophe MIGNANI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, agissant en sa qualité d'administrateur de ladite société et en sa qualité de mandataire de l'administrateur Monsieur Philippe LEROY, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 10 décembre 2010,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme EUROPTIC INVEST S.A., avec siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 73.493 (NIN 1999 2235 759) a été constituée suivant acte reçu par le notaire Edmond SCHROEDER, alors de résidence à Mersch, en date du 22 décembre 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 191 du 6 mars 2000.

II.- Que le capital de la société s'élève à trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune, entièrement libérées.

III.- Que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble.

IV.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare expressément que la société EUROPTIC INVEST S.A. n'est pas impliquée dans aucun litige de quelque nature qu'il soit.

Après avoir énoncé ce qui précède, la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et pour autant que nécessaire décide que la société EUROPTIC INVEST S.A. est dissoute.

En conséquence de cette dissolution, l'actionnaire unique, la société MARCAMI S.A., agissant pour autant que de besoin en tant que liquidateur de la société, déclare que:

- l'actionnaire unique, la société MARCAMI S.A., est investi de tout l'actif et de tout le passif résiduel de la société EUROPTIC INVEST S.A.;

- tous les éléments d'actifs ont été réalisés et que tout le passif de la société EUROPTIC INVEST S.A. a été réglé et la société MARCAMI S.A. demeurera responsable de toutes dettes imprévues, présentement inconnues, et de tous engagements financiers de la prédite société, aussi bien que des frais qui résulteront de cet acte;

- la liquidation de la prédite société est ainsi achevée, et que partant la liquidation de la prédite société est à considérer comme faite et clôturée;

- décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exercice de leurs fonctions;

- les livres et les documents de la société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au siège social de la société dissoute à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue;

- pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes;

- le registre des actions et/ou les actions est/sont à détruire en présence du notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: C. MIGNANI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 décembre 2010. Relation: ECH/2010/1889. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 décembre 2010.

Référence de publication: 2010171480/56.

(100198960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

NREP Transactions Holding 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 125.050.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2011011629/14.

(110013179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Paternoster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 74, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 113.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011650/10.

(110012997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Randstad Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.639.204.300,00.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 138.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011011665/11.

(110012983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

REF IV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 924.925,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 147.145.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011671/11.

(110012926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Tanith Gestion SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 120.067.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix,
le treize décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg)

A comparu:

La société anonyme MARCAMI S.A., avec siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 143.377

représentée par Monsieur Christophe MIGNANI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, agissant en sa qualité d'administrateur de ladite société et en sa qualité de mandataire de l'administrateur Monsieur Philippe LEROY, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 10 décembre 2010,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme TANITH GESTION S.A., avec siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 120.067 (NIN 2006 2225 220) a été constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 6 septembre 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2154 du 17 novembre 2006.

II.- Que le capital de la société s'élève à trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (€ 10.-) chacune, entièrement libérées.

III.- Que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble.

IV.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare expressément que la société TANITH GESTION S.A. n'est pas impliquée dans aucun litige de quelque nature qu'il soit.

Après avoir énoncé ce qui précède, la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et pour autant que nécessaire décide que la société TANITH GESTION S.A. est dissoute.

En conséquence de cette dissolution, l'actionnaire unique, la société MARCAMI S.A., agissant pour autant que de besoin en tant que liquidateur de la société, déclare que:

- l'actionnaire unique, la société MARCAMI S.A., est investi de tout l'actif et de tout le passif résiduel de la société TANITH GESTION S.A.;

- tous les éléments d'actifs ont été réalisés et que tout le passif de la société TANITH GESTION S.A. a été réglé et la société MARCAMI S.A. demeurera responsable de toutes dettes imprévues, présentement inconnues, et de tous engagements financiers de la prédite société, aussi bien que des frais qui résulteront de cet acte;

- la liquidation de la prédite société est ainsi achevée, et que partant la liquidation de la prédite société est à considérer comme faite et clôturée;

- décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exercice de leurs fonctions;

- les livres et les documents de la société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au siège social de la société dissoute à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue;

- pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes;

- le registre des actions et/ou les actions est/sont à détruire en présence du notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé C. MIGNANI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 décembre 2010. Relation: ECH/2010/1890. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 décembre 2010.

Référence de publication: 2010171624/56.

(100198993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Regi Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 91.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour REGI PARTICIPATIONS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011011672/11.

(110013509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Pfizer Holdings International Luxembourg (PHIL) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 93.646.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 20 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011653/10.

(110013242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Pfizer Luxco Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 98.684.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 20 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011654/10.

(110013226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Renders S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 77.389.

Le bilan de la société au 30 juin 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011011673/12.

(110013095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

SOE-VII European Hotel Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 106.774.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011691/11.

(110012984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Il Siciliano S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 157.585.

STATUTS

L'an deux mille dix, le six décembre.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Vittorio CACCIOLA, médecin, demeurant à I-98050 Messina, 10, Via Quartarolo

2. Madame Pascale CACCIOLA, enseignante, demeurant à L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.

Lesquels comparants déclarent vouloir constituer entre eux une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, à ces fins, arrêtent les statuts suivants:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de "IL SICILIANO S.à r.l."

Art. 2. Le siège social est établi à Schifflange. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés à prendre conformément aux dispositions de l'article 9 (2) des statuts.

Art. 3. La société a pour objet le commerce de produits siciliens de tous genres, avec l'achat et la vente des articles de la branche, ainsi que toutes opérations mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser son développement.

En outre la société peut se porter caution personnelle, réelle, solidaire et indivisible vis-à-vis de tierces personnes.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) EUROS représenté par CENT PARTS SOCIALES (100) de CENT VINGT CINQ (125,-) EUROS, chacune.

Les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- Monsieur Vittorio CACCIOLA, préqualifié	50 parts
2.- Madame Pascale CACCIOLA, préqualifiée	50 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100 parts

Les associés reconnaissent que le capital de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) a été intégralement libéré par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 6. Les cessions entre vifs des parts sociales à des tiers, ainsi que leur transmission pour cause de mort à quelque héritier ou légataire que ce soit, fût-il réservataire ou légal, sont subordonnées à l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social pour les cessions entre vifs et les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants pour leur transmission à cause de mort.

La cession entre vifs des parts sociales ainsi que leur transmission pour cause de mort à des associés est libre.

Art. 7. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Toutefois, elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiée à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément aux dispositions de l'article (1690) du Code Civil.

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque part sociale du capital donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les délibérations qui portent modifications des statuts ne sont valablement prises que par la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre deux mille dix.

Art. 11. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec les associés survivants, sous réserve des dispositions de l'article 6 des présents statuts.

Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit et sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales régissant la matière et notamment aux lois du 10 août 1915 et du 18 septembre 1933.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de HUIT CENT CINQUANTE EUROS (EUR 850,-).

Assemblée générale extraordinaire

Présentement les associés de la société à responsabilité limitée ci-avant constituée, et représentant l'intégralité du capital social, réunis en assemblée générale, ont pris à l'unanimité, les décisions suivantes:

Est nommé gérant administratif de la société, pour une durée indéterminée:

Monsieur Vittorio CACCIOLA, prédit.

Est nommée gérante technique la société, pour une durée indéterminée:

Madame Pascale CACCIOLA, prédite.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant technique.

L'adresse du siège social de la société est établie à L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. Cacciola , P. Cacciola, Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 9 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15461. Reçu SOIXANTE-QUINZE EUROS (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 27 décembre 2010.

Référence de publication: 2010172201/82.

(100199706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Quartz No. 1 S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 155.920.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011661/10.

(110013758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Parc Belair Management, Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 79.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011011636/11.

(110012895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Patron Marina Velca Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 119.918.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011640/11.

(110013750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Patron Sports Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 147.439.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011641/11.

(110013751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Coopération Luxembourg - Monténégro, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4882 Lamadelaine, 9, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg F 8.574.

STATUTS*Membres fondateurs:*

- RAMDEDOVIC Munir, 3, rue Principale, F-57840 OTTANGE, ingénieur, né le 10 juin 1967, de nationalité Monténégroine;
 - VILLEMIN Jean, 11, rue de Gaulle, F-57480 SIERCK-LES-BAINS, chargé de développement, né le 10 décembre 1953 à Nancy, de nationalité Française;
 - SIJARIC Alija, 9, rue de Moulin, L-4882 LAMADELAINE, ingénieur, né le 18 avril 1957, de nationalité Monténégroine;
 - LECLERC Bernard, 1, rue Jean et Julien Noirel, F-57710 TRESSANGE, employé de bureau, né le 17 octobre 1951, de nationalité Française;
- créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination «Coopération Luxembourg - Monténégro» association sans but lucratif, en abrégé «CLM asbl». Elle a son siège à «9 rue du Moulin à L-4882 LAMADELAINE». Le siège pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché sur simple décision du Conseil d'Administration.

Art. 2. L'association a pour objet de:

- promouvoir la formation sociale et civique des membres de façon à contribuer à leur intégration au Luxembourg et à leur participation à la vie publique;
- promouvoir l'intégration du Monténégro au sein de l'Union Européenne et des autres institutions internationales;
- promouvoir tout projet ayant pour but le développement durable;
- sensibiliser et former la population locale dans l'esprit de la sauvegarde d'un environnement naturel intact et promouvoir des produits alimentaires naturels et une culture de vie en ce sens;
- promouvoir la coopération universitaire et scientifique entre le Luxembourg, la Belgique, la France et le Monténégro;
- organiser des activités et des échanges culturels entre le Luxembourg et le Monténégro;
- organiser une coopération dans le domaine d'un tourisme à vocation écologique;
- participer à des actions humanitaires en faveur des populations du Monténégro;
- réaliser tout projet défini par Assemblée Générale.

Art. 3. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite. Saisi d'une demande d'admission, le conseil d'administration décide si octroyer de suite le statut de membre effectif ou de membre observateur.

Art. 5. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire après le délai de 3 mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

Art. 6. Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Art. 7. Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

Art. 8. La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être supérieure à 100 euros.

Art. 9. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

Art. 10. La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive (courriel) devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 11. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 12. L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts et règlement interne;
- nomination et révocation des administrateurs et des réviseurs de caisse;
- approbation des budgets et comptes;
- dissolution de l'association.

Art. 13. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, soit sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 14. Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres et des tiers par courrier simple / par internet / affichage au siège etc.

Art. 15. L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée de 4 années par l'Assemblée Générale. Le conseil d'administration se compose de 3 à 8 membres; d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, ainsi que 4 autres membres au maximum élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale.

Les pouvoirs des administrateurs sont les suivants: le président a pour compétence la bonne marche de l'association, il ordonne les dépenses, il représente l'association dans tous les domaines et dans toutes les missions qui lui sont dévolues; le vice-président assiste et remplace le président en cas de vacance de ce poste; le secrétaire est en charge du courrier et de toutes missions et questions administratives concernant l'association, le trésorier gère les comptes et toutes dépenses ou recettes diligentées par le président, les autres membres auront un rôle et pourront effectuer toute mission votées en réunion.

Art. 16. Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation de son président ne peut valablement délibérer que si 2/3 membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres élus, en cas d'égalité la voix du président est prépondérante.

Art. 17. Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

Art. 18. Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 3 signatures de membres en fonction sont nécessaires.

Art. 19. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale avec le rapport de la commission de vérification des comptes.

Afin d'examen, l'assemblée désigne un ou deux réviseurs de caisse. Le mandat de ceux-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

Art. 20. En cas de liquidation les biens sont affectés à une organisation ayant des buts similaires.

Art. 21. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

Art. 22. Les ressources de l'association comprennent notamment:

- les cotisations des membres,
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur,
- les revenus de ses activités.

Art. 23. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé lors de la dernière assemblée générale.

Ainsi fait à Lamadelaine, le 1^{er} décembre 2010.

M. RAMDEDOVIC Munir / M. VILLEMIN Jean / M. SIJARIC Alija / M. LECLERC Bernard

Les membres fondateurs

Référence de publication: 2010174239/112.

(100199838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Preston Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.156.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 20 janvier 2001.

Référence de publication: 2011011642/10.

(110013677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Preston Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.152.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 20 janvier 2001.

Référence de publication: 2011011643/10.

(110013678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Property Development Corporation, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 90.573.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011011645/14.

(110013465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Varano Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 82.751.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2011011722/14.

(110013347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

WZG International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 90.077.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011011738/11.

(110013018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

TGC Luxembourg GMBH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6742 Grevenmacher, 2, Koffersmattgaessel.

R.C.S. Luxembourg B 137.946.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/01/2001.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2011011708/12.

(110013583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Versale Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 65.203.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011723/10.

(110013037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Renaissance Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.623.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the seventh day of December.

Before, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Roundtable Healthcare Partners III, L.P., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801,

here represented by Marc Tkatcheff, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

2. Roundtable Healthcare Investors III, L.P., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801;

here represented by Marc Tkatcheff, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal; and

3. Knight Family Partnership, L.P., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at the Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801;

here represented by Marc Tkatcheff, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxies, after having been initialled *ne varietur* by the Proxyholder(s) of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of "Renaissance Acquisitions S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at CAD 100,000 (one hundred thousand Canadian Dollars), represented by 1,000,000 (one million) shares having a nominal value of CAD 0.10 (ten Canadian Cents) per share each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares *inter vivos* to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least threequarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares *mortis causa* to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers jointly may subdelegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented, but in no case by fewer than two managers jointly. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers, but in no case when fewer than two members are present or represented.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any two managers jointly. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

Roundtable Healthcare Partners III, L.P, prenamed:	946,198 shares;
Roundtable Healthcare Investors III, L.P, prenamed:	29,302 shares; and
Knight Family Partnership, L.P., prenamed	24,500 shares
Total:	1,000,000 shares

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of CAD 100,000 (one hundred thousand Canadian Dollars) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2011.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.-

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at 2 (two). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

James Utts, director, whose professional address is at 272 E. Deerpath Road, Suite 350, Lake Forest, Illinois 60045 (USA), born in Pennsylvania on 2 June 1953;

Justin Egan, director, whose professional address is at 25B Boulevard Royal, L2449 Luxembourg, born in Dublin, Ireland on 8 September 1967; and

2. the registered office is established at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le septième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Roundtable Healthcare Partners III, L.P., une société de droit du Delaware, ayant son siège social à Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Etats-Unis d'Amérique);

ici représentée par Marc Tkatcheff, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. Roundtable Healthcare Investors III, L.P., une société de droit du Delaware, ayant son siège social à Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Etats-Unis d'Amérique);

ici représentée par Marc Tkatcheff, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

3. Knight Family Partnership, L.P., une société de droit du Delaware, ayant son siège social à Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801 (Etats-Unis d'Amérique);

ici représentée par Marc Tkatcheff, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après paraphe ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Renaissance Acquisitions S.à r.l." (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est établi à la somme de 100.000 CAD (cent mille Dollars canadiens) représenté par 1.000.000 (un million) de parts sociales d'une valeur nominale de 0,10 (dix cents de Dollars canadiens) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants quelconques.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants quelconques conjointement, pourra/pourront déléguer ses/leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent déterminera/détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, mais en aucun cas par moins de deux gérants conjointement. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance, mais en aucun cas si moins de deux membres sont présent ou représentés.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par deux gérants quelconques conjointement. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générale des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, Quorum et Majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, Réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes – Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites par:

Roundtable Healthcare Partners III, L.P., susmentionné:	946.198 parts sociales;
Roundtable Healthcare Investors III, L.P., susmentionné:	29.302 parts sociales; et
Knight Family Partnership, L.P., susmentionné:	24.500 parts sociales.
Total:	1.000.000 parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de 100.000 (cent mille Dollars canadiens) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

Évaluation ses frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.200.

Assemblée Générale Constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés préqualifiés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. les membres du conseil de gérance sont au nombre de 2 (deux). Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

James Utts, gérant de sociétés, avec adresse professionnelle au 272 E. Deerpath Road, Suite 350, Lake Forest, Illinois 60045 (Etats-Unis d'Amérique), né à Pennsylvania le 2 juin 1953;

Justin Egan, gérant de sociétés, avec adresse professionnelle au 25B Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, né à Dublin, Irlande le 8 septembre 1967; et

2. le siège social de la société est établi au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de rédiger le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. TKATCHEFF et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2010. Relation: LAC/2010/55816. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Référence de publication: 2010173196/394.

(100200371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2010.

Vitol Holding II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 43.512.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 61091 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011011727/10.

(110013610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

ComStage ETF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.772.

Le Bilan au 30. Juni 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ComStage ETF

Mathias Turra / Dietmar Kusch

Référence de publication: 2011011834/11.

(110013651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Brasserie L'Empire S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8393 Olm, 53, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 141.393.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011829/10.

(110013186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Burinvest Immo A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 46.618.

Par décision du Conseil d'administration du 06 décembre 2010, le siège social a été transféré du 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet immédiat. De plus, veuillez noter que dorénavant l'adresse professionnelle des administrateurs ainsi que leurs représentants permanents et du commissaire aux comptes:

LANNAGE S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Madame Marie BOURLOND,

VALON S.A., société anonyme, Administrateur de la société représentée par Monsieur Guy BAUMANN,

AUDIT TRUST S.A., société anonyme, Commissaire aux comptes de la société

est située au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet au 06 décembre 2010.

Concernant l'administrateur Monsieur Jean BODONI, veuillez noter que son adresse professionnelle est située au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg avec effet immédiat.

Luxembourg, le 06 DEC. 2010.

Pour: BURINVEST IMMO AG

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2011008763/23.

(110008877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

FBK Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 138.949.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011012120/9.

(110014142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Etoile QIB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 132.005.

—
EXTRAIT

L'associé unique de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société avec effet au 7 janvier 2011 au 36, rue Gabriel Lippmann, L-1943 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011008779/15.

(110008886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Codinter Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 15.317.

—
EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 14 décembre 2010 a reconduit pour un terme de trois ans le mandat d'administrateur de:

- Monsieur Raymond NICOLET, administrateur de sociétés, demeurant à CH-1204 Genève;
 - Monsieur Luciano DAL ZOTTO, administrateur de sociétés, demeurant à L-4423 Soleuvre;
 - Monsieur Nico BECKER, administrateur de sociétés, demeurant à L-6139 Junglinster, 14, rue Maria Montessori;
- leur mandat venant à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2013.

L'Assemblée a reconduit, également pour un terme de trois années, le mandat de Commissaire aux comptes de Monsieur Guy SCHOSSELER, expert comptable, dont l'adresse professionnelle est à L-2546 Luxembourg, son mandat expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2013.

Pour extrait conforme

CODINTER HOLDING

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2011008769/21.

(110008878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

LCE Lux Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 101.964.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and ten, on the twenty-eighth of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

LCE AcquisitionSub, Inc., a company organized and existing under the laws of Delaware, having its registered office at Centerville Road Suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, (USA), registered with the Secretary of State of Delaware under number 20-1408861, (the "Sole Shareholder")

here represented by Mrs Auksė Packeviciute, residing professionally at 46A, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Said appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

- That the company LCE Lux Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (the "Company"), has been incorporated according to a deed received by the notary Maître Henri HELLINCKX, notary then residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg on 19 July 2004 published in the Mémorial C under number 980 on 2nd October 2004 and entered in the company register at Luxembourg, section B, under number 101.964.

- That the issued share capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) represented by five hundred (500) shares in registered form with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, entirely paid in;

- That the Sole Shareholder has acquired the totality of shares of the Company;

- Given that the Company's activities have ceased, the Sole Shareholder decides to proceed with the dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- That the Sole Shareholder appoints itself as liquidator of the Company and acting in this capacity requests the notary to act its declaration that all the liabilities of the Company have been paid and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore the liquidator declares that with respect to possible liabilities of the Company presently unknown, it irrevocably assumes to pay all such liabilities; that as a consequence of the above, all the liabilities of the company are paid;

- That full and entire discharge is granted to the board members of the Company for the execution of their mandates until the dissolution;

- That the shareholders' register has been cancelled at this very moment, before the undersigned notary;

- That all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five years at the company's former registered office.

- That Fides (Luxembourg) S.A. is authorized in the name and on behalf of LCE AcquisitionSub, Inc. to file any tax declaration, notice to the trade register or any other documents or perform any other actions, which might be necessary or useful for the finalization of the liquidation of the Company.

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

Nothing else being on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary, who speaks and reads English, states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le vingt-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

LCE AcquisitionSub, Inc., une société constituée et existante sous les lois du Delaware, établie et ayant son siège social à Centerville Road Suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, (Etats-Unis d'Amérique), inscrite au Secretary of State of Delaware sous le numéro 20-1408861, ("Associé Unique"), ici représentée par Madame Aukse Packeviciute, employée privée, résidant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante es-qualité qu'elle agit et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

Que la société dénommée LCE Lux Holdco S.à r.l., avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 101.964 (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch en date du 19 juillet 2004, publié au Mémorial C numéro 980 du 2 octobre 2004.

Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune, entièrement libérées.

Que l'Associé Unique s'est rendue propriétaire de la totalité des parts de la Société;

Que les activités de la Société ayant cessé, l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

Que l'Associé Unique, se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la dite Société est réglé;

Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

Que décharge pleine et entière est donnée aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la dissolution;

Que le registre des associés a été annulé à ce moment devant le notaire soussigné;

Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société.

Que Fides (Luxembourg) S.A. est autorisé au nom et pour le compte de LCE AcquisitionSub, Inc. de déposer toute déclaration de TVA., effectuer toute inscription auprès du registre de Commerce et des Sociétés et d'établir tout autre document ou effectuer toute autre action qui s'avérerait nécessaire ou utile à la finalisation de la liquidation de la Société.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, certifie par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte a été créé en anglais suivi d'une traduction française, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Packeviciute et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 janvier 2011. Relation: LAC/2011/935. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75.-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.,

Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Référence de publication: 2011006741/101.

(110007939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

ETI Electronique Tôlerie Intégration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-4716 Pétange, 4, rue Bommert.

R.C.S. Luxembourg B 123.514.

Associé:

Nom: PERRET Stéphane

Nouvelle adresse: 4, rue Bommert

L-4716 Pétange

Administrateur / Gérant:

Nom: PERRET Stéphane

Nouvelle adresse:

4, rue Bommert

L-4716 Pétange

Electronique Tôlerie Intégration

4, rue Bommert

L-4716 Pétange

Signature

Référence de publication: 2011008783/21.

(110008615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Kona Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 88.922.

Les comptes annuels rectificatifs au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en remplacement des comptes annuels au 31 décembre 2008 déposés au RCS Luxembourg le 03/08/2009 avec la référence L090120090.05.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen.

Signature.

Référence de publication: 2011008813/12.

(110008388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

PCV Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.035.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 5 janvier 2011 que:

- Monsieur Stephen Kempen a démissionné de sa fonction de gérant de classe B avec effet immédiat;
- Monsieur Stephen Tilton a démissionné de sa fonction de gérant de classe B avec effet immédiat;
- Madame Isabelle Probstel, née le 30 janvier 1969, à Nancy (France), ayant son adresse professionnelle au Possarts-trasse 11, 81679 Munich, Allemagne a été nommée gérante de classe B;

* Monsieur Andrew Guille, né le 22 novembre 1959, à St. Peter Port (Guernesey), ayant son adresse professionnelle au 1, Glatigny Esplanade, St. Peter Port, GY1 2HJ, Guernesey a été nommé gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011008043/19.

(110007804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Raths & Fischer, S.e.c., Société en nom collectif.

Siège social: L-9560 Wiltz, 21, rue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 157.590.

STATUTS

L'an deux mille dix, le quinze décembre.

Ont comparu:

1. Monsieur Damien RATHS, employé de bureau, né le 30 mars 1986, à Wiltz, demeurant à L-9175 Niederfeulen, 7, chemin de Kehmen.
2. Monsieur Michel FISCHER, employé de bureau, né le 25 juillet 1986, à Dudelange, demeurant à L-5367 Schuttrange, 77, rue Principale.

Lesquels comparants ont requis de dresser acte d'une société en nom collectif qu'ils déclarent constituer entre eux, et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé entre les constituants et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite une société en nom collectif qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La raison sociale de la société est «RATHS & FISCHER, S.e.c.», faisant son activité sous l'enseigne commerciale suivante «RAFI, s.e.c.».

Art. 3. Le siège social de la société est établi à Wiltz.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La société pourra établir des succursales et des agences dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

Art. 4. La société a pour objet l'organisation des événements ainsi que toute autre prestation de service à la personne de nature commerciale.

Elle pourra d'une façon générale faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée. Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 6. Le capital social est fixé à quatre cents euros (400,- €), représenté par cent (100) parts sociales de quarante euros (40,- €) chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Damien RATHS, préqualifié, cinquante parts	50
2) Monsieur Michel FISCHER, préqualifié, cinquante parts	50
Total: cent parts	100

Toutes les parts ont été libérées en numéraire, de sorte que la somme de quatre cents euros (400,- €) se trouve à la disposition de la société.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés représentant l'intégralité du capital social.

Elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément de tous les associés survivants.

En cas de cession de parts d'un associé, les associés restants ont un droit de préemption au prorata des parts en leur possession.

Art. 8. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont les pouvoirs sont fixés par l'assemblée des associés qui procède à leur nomination.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 9. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les décisions collectives à prendre en assemblée générale.

Dans tous les cas où la loi ou les présents statuts ne prévoient une majorité plus grande, toutes les décisions, y compris celles concernant la nomination, la révocation ou le remplacement d'un gérant, sont prises à la majorité simple.

Art. 10. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Par dérogation, le premier exercice social commence à la date de la constitution et finit le trente et un décembre 2011.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera dressé par la gérance un inventaire ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes.

Le bénéfice net, déduction faite de tous les frais généraux et des amortissements, est à la disposition de l'assemblée générale des associés qui décidera de l'affectation du bénéfice net de la société.

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties déclarent se référer à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Décision des associés

Les comparants, représentant la totalité du capital social, ont ensuite pris les décisions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à deux:
- 2.- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:
 - a) Monsieur Damien RATHS, préqualifié,
 - b) Monsieur Michel FISCHER, préqualifié.

La société se trouve valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de chaque gérant jusqu'au montant de cinq cents euros (500,- €), Pour tout montant supérieur à cinq cents euros (500,- €), la société se trouve valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Donc acte, fait et passé à Wiltz.

Le 15 décembre 2010.

Signatures.

Référence de publication: 2010174285/73.

(100199976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2010.